

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : LES INVESTISSEMENTS

Les IDE en chiffres

La République dominicaine est l'un des principaux bénéficiaires d'IDE dans les Caraïbes et en Amérique centrale. Les IDE couvrent environ 50% du déficit courant du pays. Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2021 de la CNUCED, les entrées d'IDE ont diminué de 15 % pour atteindre 2,6 milliards de USD en 2020 (contre 3 milliards de USD en 2019), en raison de la crise économique et sanitaire déclenchée par la pandémie de COVID-19. Le stock d'IDE s'élevait à 44,7 milliards de dollars en 2020. Les désinvestissements dans les télécommunications (-122 millions de dollars) et la baisse des investissements dans les ZES (-11 %, à 232 millions de dollars) et les mines (-90 %, à 21 millions de dollars) sont responsables de la déclin. Cependant, les annonces de projets entièrement nouveaux sont passées de 1,1 milliard de USD à 2,5 milliards de USD, stimulées par l'adoption par le gouvernement d'une loi sur les PPP qui a amélioré le climat des affaires pour les investisseurs étrangers. Plus de 60 % de la valeur des projets annoncés sont allés à trois secteurs : les services financiers, les énergies renouvelables et les dispositifs médicaux (trois projets chacun, sur un total de 14 projets). Traditionnellement, environ 30 % des entrées totales d'IDE allaient au tourisme. Les États-Unis sont le principal investisseur, suivis du Canada et de l'Espagne. Les investissements chinois devraient augmenter. La part des entrées du Mexique a fortement augmenté en raison des programmes d'investissement d'Amérique Móvil jusqu'en 2022 (pour un total de 1 milliard de dollars). Cela soutiendrait le développement de l'industrie des services informatiques tel qu'envisagé par l'initiative República Digital, lancée par le gouvernement dans le but d'attirer davantage d'investissements étrangers de haute technologie.

La République dominicaine s'est classée 115e sur 190 pays dans le dernier rapport Doing Business de la Banque mondiale, publié en 2020, perdant treize places par rapport à 2019. Certaines des incitations importantes du pays pour les investisseurs comprennent la stabilité politique et un accès privilégié au marché américain, grâce à un accord de libre-échange (CAFTA). Cependant, l'insuffisance des infrastructures, les problèmes d'approvisionnement en électricité, la corruption, le non-respect des contrats, le non-respect des décisions de justice et l'absence de procédures standard pour les frais de douane sur les marchandises importées restent des difficultés auxquelles les investisseurs étrangers doivent faire face en République dominicaine. Le pays a adopté des politiques de plus grande ouverture au commerce et aux investissements internationaux au cours de la dernière décennie. Néanmoins, le cadre juridique spécifique aux IDE de la République dominicaine - qui est ouvert et libéral - n'a pas été modifié depuis 1995. Cependant, étant donné que le gouvernement vise à doubler les entrées d'IDE dans les années à venir, un plan national de compétitivité avec comme objectif clé l'esprit d'entreprise et l'innovation a été développé. Le gouvernement a l'intention d'attirer davantage les investissements étrangers, et l'une des mesures qui ont récemment été prises pour atteindre cet objectif est un amendement à la loi minière. Étant donné que l'exploitation minière est l'un des principaux piliers de l'économie, si elle est effectivement convenue avec les secteurs internationaux, la nouvelle loi devrait en fait attirer de nouveaux investissements dans le pays. Une autre incitation est le programme de visa d'investisseur, où les étrangers qui investissent au moins 200 000 USD peuvent obtenir la résidence permanente dans le pays et, après 18 mois, ils peuvent devenir citoyens. De plus, le Centre d'exportation et d'investissement de la République dominicaine (CEI-RD), qui est une agence gouvernementale créée en 2013, offre une aide aux investisseurs étrangers dans le pays. Le climat d'investissement dans les années à venir dépendra en grande partie de la volonté politique du gouvernement de mettre en œuvre les réformes nécessaires, principalement celles visant à promouvoir la compétitivité et la transparence. La France est actuellement l'un des principaux investisseurs. La société canadienne Barrick a investi près de 4 milliards de dollars dans une mine d'or à Pueblo Viejo, le plus gros investissement du pays à ce jour. De nouveaux investissements étrangers dans les infrastructures touristiques continuent d'affluer dans le pays et, à l'heure actuelle, de nombreux centres de villégiature et hôtels sont en cours de développement.

COMPARAISON INTERNATIONALE DE LA PROTECTION DES INVESTISSEURS

	République dominicaine	Amérique latine & Caraïbes	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	5,0	4,1	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	4,0	5,2	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	8,0	6,7	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
Flux d'IDE entrants (millions USD)	2.560	3.197	4.010
Stocks d'IDE (millions USD)	44.686,0	47.883,0	51.893,0
Nombre d'investissements greenfield*	16,0	13,0	30,0
Value of Greenfield Investments (million USD)	2.558	736	3.542

Source : CNUCED - Dernières données disponibles

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

Les taux d'imposition

Taxe sur les transferts de biens et services industrialisés (ITBIS)	18% (taux normal). Un taux réduit de 16 % s'applique aux yaourts et autres dérivés laitiers ; café; beurre, margarine et huiles; cacao en poudre (avec ou sans sucre) et barres de cacao non fourrées; et du sucre. Les articles exemptés comprennent les animaux vivants ; viande fraîche, réfrigérée ou congelée; poisson pour la consommation ou la reproduction populaire; lait, œufs et miel; fruits non transformés destinés à la consommation massive ; cacao, chocolat et certains grains et céréales; certains types de médicaments ; certains types de livres et de magazines ; services d'éducation, y compris théâtre, ballet, opéra et danse; services de santé; services d'électricité, d'eau et de collecte des ordures; services financiers et d'assurance. Les exportations sont détaxées.
Impôt sur les sociétés	27%
Les retenues à la source	Dividendes : 10 %, Intérêts : 0 (sociétés résidentes)/10 %, Redevances : 0 (sociétés résidentes)/10 % (personnes physiques résidentes)/27% (non-résidents).
Les accords bilatéraux	 La République Dominicaine et la France ne sont pas liées par une convention de non-double imposition.
Les contributions sociales payées par l'employeur	7,10% (assurance retraite), 7,09% (assurance maladie familiale), et 1,2% (assurance risques professionnels).
Les autres ressources utiles	Directorat général de la fiscalité intérieure

Consultez le site Doing Business, pour connaître le montant des impôts et des cotisations obligatoires.

LES TAXES SUR LE REVENU DES PERSONNES

Impôt sur le revenu des personnes physiques	Taux progressifs de 0% à 25%
De 0 à 416 220 DOP	0%
De 416 221 à 624 329 DOP	15%
De 624 330 à 867 123 DOP	20%
Au-dessus de 867 123 DOP	25%
Impôt sur les plus-values	25%

Comparaison internationale de la fiscalité des entreprises

	République dominicaine	Amérique latine & Caraïbes	Etats-Unis	Allemagne
Nombre de paiements de taxes par an	7,0	28,2	10,6	9,0
Temps requis pour les formalités administratives en heures	317,0	327,5	175,0	218,0
Montant total des taxes en % des profits	48,8	46,8	36,6	48,8

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Les opportunités d'investissement

Les appels d'offres, les projets et les marchés publics	Banque Inter-américaine de développement, Appels d'offres en Amérique Latine DgMarket, Appels d'offres dans le monde
Créer une entreprise	Consultez le site Doing Business, pour connaître les procédures de création d'une entreprise en République dominicaine.
Les ressources utiles	Centre des importations et des investissements de la République Dominicaine (CII-RD) (seulement en espagnol)  Contactez la mission économique.  Ambassade de France en République Dominicaine  Ambassade de la République Dominicaine en France

Les procédures de création d'entreprise

Créer une entreprise	République dominicaine	Latin America & Caribbean
Procédures (nombre)	7,00	8,00
Temps (jours)	16,50	25,22

Source : Doing Business.

© eexpand, Tous droits de reproduction réservés.
Dernières mises à jour en Octobre 2023